

MAIRIE LES DEUX ALPES
48 avenue de la Muzelle
38860 - LES DEUX ALPES

DELIBERATION CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 25 novembre 2019

N° 2019.190

L'an deux mille dix-neuf, le 25 novembre 2019 à 18h,

Le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 21 novembre 2019, s'est réuni en session ordinaire en mairie, sous la présidence de M. Stéphane SAUVEBOIS.

Présents : M. Stéphane SAUVEBOIS, Maire, M. Pierre BALME, maire délégué,
Agnès ARGENTIER, adjointe,
BALME Michel, BARBIER Guylaine, BEL Florence, CHARREL Romain, CHOPARD Laurence,
DEBOUT Stéphanie, DEVAUX Jean-Pierre, DODE Maryvonne, FOURNIER Jean-Luc,
GIRAUD Laurent, GONON Catherine, LESCURE Hervé, MARTIN Jocelyne, MOREAU Françoise,
POIROT Fabien, ROY Sylvie, conseillers municipaux.
Absents : Maurice ARLOT, Jean-Luc BISI, Delphine BOURGEAT, Nicolas CASSEGRAIN,
Emmanuel DURDAN, Thierry GUIGNARD.

Pouvoirs : Jean-Noël CHALVIN donne pouvoir à Guylaine BARBIER, Estelle FAURE donne pouvoir à Jocelyne MARTIN, Magali LESCURE donne pouvoir à Pierre BALME.

Conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il a été procédé à la nomination des secrétaires de séance pris au sein du conseil :

MM. Michel BALME et Jean-Luc FOURNIER ayant obtenu la majorité des suffrages, ont été désignés pour remplir ces fonctions qu'ils ont acceptées et conformément à l'article L.2121-18 du même code, la séance a été publique.

DOMAINE : FINANCES LOCALES – 7.1.3 - Divers

OBJET : Constitution d'une provision pour risques et charges et reprise d'une provision antérieure

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2321-2-29° et R.2321-2 ;

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que le provisionnement constitue l'une des applications du principe de prudence contenu dans le Plan Comptable Général. Les articles L.2321-2-29° et R.2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, précisent les conditions et les circonstances de la constitution d'une provision.

La Commune Nouvelle Les Deux Alpes a lancé une consultation pour le renouvellement de la Délégation de Service Public (DSP) pour la construction et l'exploitation de son domaine skiable. L'aboutissement de cette procédure au courant de l'année 2020, mettrait un terme à l'actuelle DSP, qui pourrait se traduire par le paiement d'une indemnité de résiliation au délégataire sortant.

Aussi, afin de prévenir une dégradation de la situation financière de la commune, il est proposé de constituer une provision d'un montant de 2 500 000 €, qui sera, le cas échéant, reprise dans le budget postérieur à l'aboutissement de la procédure de Délégation du domaine skiable.

Cette provision a un caractère semi-budgétaire. Seule la dépense est constatée dans le budget communal par l'ordonnateur.

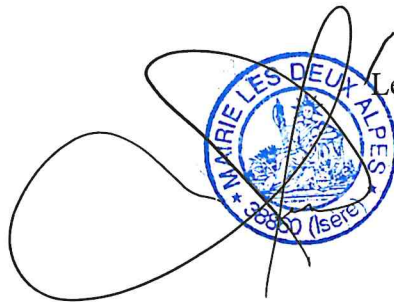
La non budgétisation de la recette permet une mise en réserve de la dotation dans les comptes du Comptable des Finances Publiques. Elle reste disponible pour financer la charge lors de la reprise.

Par ailleurs, une provision d'un montant de 850 000 € a été constituée en 2013, pour le remboursement d'un prêt relais. Cette provision n'a plus lieu d'être et il convient de la reprendre dans le budget communal. Elle est inscrite en recette de fonctionnement dans la Décision modificative n° 1 présentée à ce conseil.

Le conseil municipal ayant entendu cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents, décide :

- **DE CONSTITUER** une provision pour risques et charges et reprise d'une provision antérieure

Fait et délibéré en séance, les jour et mois que dessus. Au registre sont les signatures.



Pour extrait conforme,
Le maire, Stéphane SAUVEBOIS